

Le vrai problème, ce n'est pas l'immigration, c'est Emmanuel Macron

Le chef de l'État a défendu mercredi la loi qui fait triompher les idées de l'extrême droite. Faisant le lien entre immigration et insécurité, il n'a pas pris la peine de mentionner tous les obstacles que doivent affronter les étrangers, directement liés aux défaillances de nos politiques migratoires.

Mediapart [Nejma Brahim](#) 21 décembre 2023 [Loi immigration : la course aux droites extrêmes](#)

Parti pris

https://www.mediapart.fr/journal/politique/211223/le-vrai-probleme-ce-n-est-pas-l-immigration-c-est-emmanuel-macron?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtr=CS3-5

Partout depuis des mois, on entend dire que l'immigration est un « *problème* » ou qu'il y a un « *problème migratoire* » à régler. Emmanuel Macron a repris cette rhétorique mercredi 20 décembre, sur le plateau de [C à vous](#), lors de sa première intervention médiatique suivant le vote de la loi sur l'immigration le 19 décembre.

« *Il y a un problème d'immigration dans le pays, parce qu'il y a trop d'immigration clandestine et que ça crée des déséquilibres, des sujets, des pressions* », a-t-il déclaré, ajoutant que cette situation « *faisait pression sur notre système* ». Le chef de l'État a également affirmé qu'il y avait « *plus de pression migratoire* » en France qu'il y a dix ans.

Personne sur le plateau ne l'a repris sur la réalité des chiffres : 16 % des personnes ayant demandé l'asile en Europe en 2022 l'ont fait en France (contre 25 % en Allemagne), et notre pays est celui qui bénéficie du taux de protection parmi les plus faibles d'Europe (70 % des demandes sont rejetées). Gérald Darmanin lui-même s'en est vanté lors des discussions entourant la loi immigration, lorsque celle-ci n'était qu'au stade de projet.

Certes, l'Europe – et la France par voie de conséquence – a connu un afflux d'exilé·es, notamment de réfugié·es, en 2015 et au-delà, venus en partie de Syrie et d'autres pays ayant connu les printemps arabes. Là encore, la France ne figure pas parmi les pays qui ont le plus ouvert leurs portes. Alors que l'immigration a progressé de 60 % en Europe de l'Ouest entre 2000 et 2020, elle n'a augmenté que de 36 % en France. L'Allemagne d'Angela Merkel a accueilli plus d'un million de réfugiés, sous les critiques ou les congratulations de certains États parfois, faisant l'honneur de l'Europe en des temps particulièrement sombres.

Un réfugié afghan et sa nièce, lors d'une action organisée par Utopia 56 à Paris pour réclamer un hébergement aux exilés. © Photo Nejma Brahim / Mediapart

Lorsqu'Emmanuel Macron affirme haut et fort, à une heure de grande écoute à la télévision, que l'immigration est un « *problème* » ou engendre des « *pressions* », il oublie donc de dire que, dans les faits, le nombre de personnes ayant rejoint le territoire français n'est pas suffisamment élevé pour chambouler nos politiques intérieures. Et il crache au passage à la figure de millions d'étrangers en France, qu'ils soient arrivés légalement ou non, qu'ils vivent aujourd'hui sur notre sol avec ou sans papiers, qu'ils travaillent ou non.

Politique de non-accueil

Le vrai problème, c'est la politique de non-accueil mise en place par l'État français, qui conduit de nombreux exilés à survivre dans la rue ou sur des campements indignes, alors que [l'hébergement](#) est un droit fondamental. Il faut se rendre sur le terrain pour constater que, dans les camps informels qui se

constituent en région parisienne, se trouvent des femmes, des enfants ou des bébés, des hommes, parmi lesquels des demandeurs d'asile, qui devraient pourtant avoir une place d'hébergement *via* le dispositif national d'accueil qui le prévoit.

On y trouve également des réfugié·es ayant obtenu la protection de la France, et qui devraient, en toute logique, obtenir un logement pour parvenir à s'intégrer correctement. Comment oublier Omar*, réfugié érythréen rescapé de [l'attaque au sabre](#), sur un camp de Bercy, laissé sans prise en charge jusqu'à ce que les associations d'aide aux migrant·es ne se mobilisent pour lui offrir [un semblant de stabilité](#) ? Il aura fallu que Ian Brossat, alors élu à la Ville de Paris, se charge personnellement de son dossier afin qu'il obtienne un logement digne de ce nom.

Confrontés à des situations particulièrement difficiles, certains en perdent la raison et sont condamnés à errer dans les rues de la capitale ou d'ailleurs – on pense à l'assaillant de [l'attaque au couteau d'Annecy](#) en juin 2023. Ils doivent subir la précarité, le sans-abrisme, mais aussi le harcèlement policier quasi systématique, comme l'a démontré un [récent rapport](#) du Collectif accès au droit (CAD) ; lorsqu'il ne s'agit pas de violences policières, souvent passées sous silence ou ne donnant pas lieu à des poursuites judiciaires.

À lire aussi : [Immigration : une loi xénophobe, une France éteinte](#) 20 décembre 2023
[Immigration : une loi qui bafoue les droits les plus fondamentaux](#) 19 décembre 2023

Le vrai problème, ce sont aussi toutes ces personnes sans papiers que l'on ne régularise pas, laissant aux employeurs et aux préfets les pleins pouvoirs quant à leurs potentielles chances d'obtenir une admission exceptionnelle au séjour. À en croire Gérard Darmanin, ils sont entre 700 000 et 800 000 en France (une estimation basée sur le nombre de bénéficiaires de l'Aide médicale d'État, qu'il faut multiplier par deux puisque 50 % des personnes éligibles n'en bénéficient pas). Ils sont pourtant méprisés en permanence, utilisés par tout un pan de notre économie sans jamais être considérés comme des citoyens à part entière.

Le vrai problème, c'est quand des avocats ou des personnes solidaires doivent accompagner ces mêmes sans-papiers en préfecture parce que ces derniers ne se sentent pas légitimes à s'y rendre seuls. « *On se retrouve à faire le boulot des agents de préfecture* », confiait récemment Stéphane Maugendre, avocat spécialisé en droit des étrangers et membre du Groupe d'information et de soutien aux immigré·es (Gisti), évoquant tout le travail visant à rassembler les informations et preuves d'insertion des personnes concernées, afin de maximiser leurs chances d'être régularisées par la France.

Le vrai problème, ce sont les effets de la [dématérialisation](#) des démarches pour les étrangers souhaitant déposer une première demande ou une demande de renouvellement de titre de séjour, mais qui ne trouvent pas de rendez-vous en ligne sur le site des préfectures, et doivent alors patienter de longs mois, voire une année, pour enfin pouvoir en obtenir un. On ne compte plus les étrangers contraints de saisir le tribunal administratif avec l'aide d'un avocat pour pouvoir simplement obtenir un rendez-vous en préfecture.

Gérald Darmanin l'a admis lui-même, la France plonge de nombreuses personnes dans l'irrégularité, de par la lenteur de ses procédures ou l'arbitraire de certains préfets. Les [longues files d'attente](#) devant les préfectures, qui faisaient le déshonneur de la France, sont aujourd'hui virtuelles : nous laissons des milliers d'étrangers seuls avec leur désarroi face à leur écran d'ordinateur, actualisant sans cesse la page du site de leur préfecture dans l'espoir vain d'obtenir un simple rendez-vous pour effectuer des démarches administratives.

Pas de solution aux problèmes existants

Le vrai problème, ce sont toutes ces procédures légales telles que le [regroupement familial](#) ou les [réunifications familiales](#) qui relèvent aujourd'hui du parcours du combattant ; avec des familles ou des

couples séparés durant des années, avec des [femmes afghanes](#), syriennes ou soudanaises qui ne parviennent pas à quitter leur pays et ses dangers pour pouvoir rejoindre leur proche réfugié en France. On reprochera ensuite à ces mêmes personnes d'avoir entamé par leurs propres moyens un parcours migratoire dangereux et difficile pour pouvoir rejoindre le territoire français.

Le vrai problème, ce sont toutes ces [obligations de quitter le territoire français](#) (OQTF) délivrées de manière injustifiée, y compris à des personnes parfaitement insérées dans la société française, qui travaillent, qui étudient ou qui se soignent en France, et qui doivent vivre sous la menace d'être expulsées du jour au lendemain. À Blois, le 9 novembre, un jeune Guinéen s'est [défenestré](#) pour fuir la police qui venait le chercher à son domicile pour exécuter l'OQTF dont il faisait l'objet. À Lyon, un [ressortissant marocain](#) a été expulsé alors même qu'il devait être libéré du centre de rétention dans lequel il avait été placé, conduisant les autorités françaises à violer une décision de justice.



Des immigrés défilent dans la rue pour dénoncer les politiques de « droite », en 2021 à Paris. © Photo Nejma Brahim / Mediapart

Le vrai problème, enfin, ce sont toutes les âmes disparues à nos frontières, soit parce qu'elles tentaient de rejoindre le sol français, soit parce qu'elles aspiraient à rejoindre le Royaume-Uni. [Omar Elkhoul](#), qui a perdu la vie à la frontière franco-italienne en 2022, alors qu'il revenait d'Italie, où il tentait d'obtenir une carte de séjour après avoir vécu en France dix longues années sans parvenir à déposer un dossier de régularisation. [Yaya Karamoko](#), mort noyé dans la Bidassoa, à la frontière franco-espagnole, le 22 mai 2021. Plus récemment, [Mulu](#), disparu dans les eaux glaciales de la Manche en tentant de rejoindre le Royaume-Uni.

Alors que les migrations ont toujours existé et qu'elles vont s'amplifier dans les prochaines décennies compte tenu des conflits internationaux et de la crise climatique, laisser croire qu'il serait possible de « maîtriser » ou de « contrôler » les flux migratoires relève de l'hypocrisie la plus totale.

Ne pas accueillir dignement celles et ceux qui, pour des raisons diverses, tentent de rejoindre la France ne règlera rien ; bien au contraire : cela produira davantage de précarité et d'instabilité, et attisera les tensions avec les fauteurs de haine, qui ne manqueront pas de reprocher aux étrangers les effets des défaillances pourtant produites par nos propres politiques migratoires.

À lire aussi : [Ce jour où le macronisme s'est révélé un lepénisme](#) 19 décembre 2023

La loi immigration a été annoncée, puis repoussée, puis de nouveau annoncée, puis repoussée, durant un an et demi. Dix-huit mois durant lesquels ni Gérald Darmanin ni Emmanuel Macron ne se sont interrogés sur les effets de leurs politiques migratoires, davantage obsédés par les « délinquants étrangers » qu'il fallait à tout prix expulser que par l'idée de façonner une politique d'accueil digne.

Rien dans cette nouvelle loi sur l'immigration ne vient résoudre les problématiques concrètes rencontrées par les intéressé·es dans notre pays. Avec du recul, beaucoup d'immigré·es s'en sortent finalement bien face à l'immensité des barrières qu'ils et elles doivent surmonter chaque jour en France.

La situation serait sans doute chaotique sans l'aide apportée par les associations et citoyen·nes solidaires des exilé·es. Ces collectifs d'entraide, tout comme les [chercheurs](#) spécialisés ou les [étrangers eux-mêmes](#), ne cessent d'appeler à un changement de paradigme en matière migratoire, en vain. Partout où l'accueil s'organise pourtant – [Saint-Brevin-les-Pins](#), en Loire-Atlantique, en est l'exemple criant –, leur vie s'apaise et se reconstruit sans encombre, en toute harmonie avec la population locale. Le vrai problème, ce n'est donc pas l'immigration, c'est ce que nos politiques en font. Leurs stratégies contreproductives qui sont du pain béni pour l'extrême droite.